

Réactions en chaîne après l'annonce du projet Prony

Resources



Au lendemain de l'ouverture des discussions entre Vale et le consortium intégrant Trafigura, quelles sont les positions sur ce projet de rachat de l'usine du Sud ? Tour d'horizon des premières réactions.

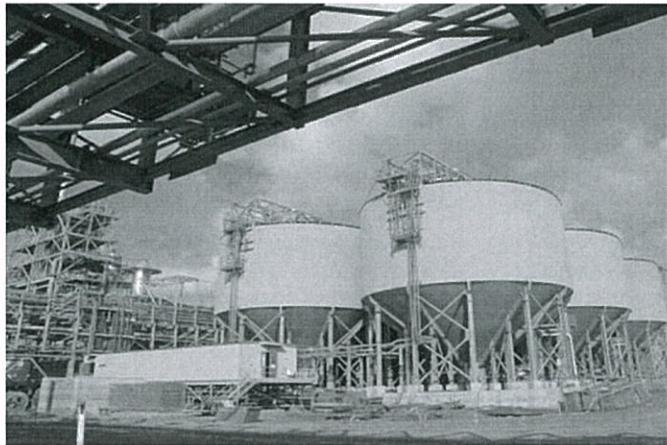
Malia-Losa Falelavaki, Lizzie Carboni, Marguerite Poigoune et Coralie

Cochin · Publié le 6 novembre 2020 à 18h36, mis à jour le 6 novembre 2020 à 18h38

Les salariés de Vale Nouvelle-Calédonie font partie des premiers concernés par l'avenir de l'usine. Pour le **Soenc Nickel**, l'offre du consortium incluant le Suisse Trafigura évite la mise en sommeil du complexe hydrométallurgique, envisagée par Vale en l'absence de repreneur. « *On est content que Vale Canada ait accepté l'offre préliminaire qui a été remise le 21 octobre* », témoigne Alexis Fale Matagia, du Soenc Nickel, rassuré par l'annonce faite par Antonin Beurrier de « *maintenir les emplois et les conditions de travail* ».

Un actionnariat salarial souhaité

Autre point positif pour le syndicat : **l'actionnariat salarial a été accepté**. Un axe sur lequel les syndicats de Vale NC ont été forces de proposition « *parce nous considérons que les salariés sont légitimes à avoir une part au capital de l'entreprise* », poursuit Alexis Fale Matagia. Si le projet aboutit, les salariés **réinvestiront une quotepart de leur rémunération pendant 4 ans pour acquérir jusqu'à 23 % du capital de l'entreprise**.



©Vale Nc / Marc Le Chélard

Dans l'attente d'un retour au calme

Concernant l'**atmosphère sur le site industriel**, dont l'accès a été bloqué ce vendredi matin par l'Ican et le collectif « Usine du Sud = Usine Pays », Alexis Fale Matagia confie : « *c'est un peu compliqué car (les salariés) veulent*

travailler, ils veulent maintenir leurs emplois et autour, on a beaucoup d'agitation ». « *Nous espérons que tout va revenir au calme, que l'on va pouvoir redresser la barre de notre société et sauver des emplois pour les 3 000 familles en direct et 5 000 à 10 000 personnes en (emplois) indirects* ». Après le retrait de l'offre de la junior australienne New Century Resources en septembre, « *ce serait une catastrophe de revoir le scénario se reproduire avec la nouvelle offre* ».

A retrouver ce soir, Pierre Tuiteala, le secrétaire général du Soenc Nickel, qui sera l'invité du journal télévisé de ce vendredi soir.

Des sous-traitants attentifs

Plus d'un millier de sous-traitants sont concernés par l'avenir de l'usine du Sud. Tous souhaitent que les emplois et les contrats soient maintenus. La SAS Goro Mines est néanmoins **inquiète**. En conflit avec Antonin Beurrier, le PDG de l'usine, depuis plusieurs années, la SAS dit avoir **des difficultés à cerner les volontés de l'industriel**. « *On s'interroge par rapport à la prise en compte des populations du sud* », confie Sylvestre Newedou, membre du conseil de surveillance de la SAS Goro Mines, pour qui la démarche est la suivante « *tout ce qui est domaine minier doit rester au pays* ».

L'accès à Vale toujours bloqué, la circulation rétablie au Mont-Dore

| Crée le 06.11.2020 à 06h41 | Mis à jour le 06.11.2020 à 15h11



Source : Facebook Instance Coutumière Autochtone de Négociation

Afin de protester contre l'entrée en relations exclusives de Vale avec un consortium intégrant le Suisse Trafigura sur le projet de cession de l'usine du Sud.

l'usine du Sud.

[15 heures] La mairie du Mont-Dore indique que la circulation a été rétablie sur la voie de dégagement Est (VDE), en direction de Nouméa, au niveau du rond-point des Sports, à Boulari, et jusqu'au rond-point de La Conception.

[9h35] L'entrée principale de l'usine de Vale ainsi que l'accès à la mine sont également bloqués. En revanche, la navette maritime qui fait la liaison entre Nouméa et le site a pu acheminer le personnel et l'usine continue de fonctionner.

[7h05] La mairie du Mont-Dore indique que la circulation est temporairement interrompue sur la voie de dégagement Est (VDE), en direction de Nouméa, au niveau du rond-point des Sports, à Boulari, et jusqu'au rond-point de La Conception.

Pour se rendre à Nouméa ou dans le Grand Nouméa, les automobilistes peuvent circuler via la RP1, en passant par le centre-ville de Robinson. Et de forts ralentissements sont en cours sur la RP1 entre Robinson et Boulari.



[6h40] Depuis 6 heures environ, ce vendredi matin, des membres de l'Instance coutumière autochtone de négociation (Ican) et du comité "Usine du Sud = usine pays" sont mobilisés, notamment sur le rond-point face au Mc Donald's de Boulari, afin de protester contre l'entrée en relations exclusives de Vale avec un consortium intégrant le Suisse Trafigura sur le projet de cession de l'usine du Sud.

Les Loyalistes dénoncent les blocages

A. T. | Crée le 09.11.2020 à 04h25 | Mis à jour le 09.11.2020 à 04h25



A Boulari, la route de bord de mer a été coupée, vendredi, jusqu'à 14 heures. Selon la gendarmerie, aucun blocage n'était à signaler ce week-end dans la commune et aux abords de l'usine. photo Nicolas Petit

Nickel. Le groupe condamne « avec fermeté » les blocages de la route du Mont-Dore et de l'usine du Sud qui ont eu lieu, vendredi, à la suite de l'annonce de

négociations exclusives entre Vale et le consortium avec Trafigura.

Dans un communiqué publié ce week-end sur le dossier de la reprise de l'usine du Sud, Les Loyalistes, qui rappellent que le sort de 3 000 familles est actuellement en jeu, qualifient de « crédible » l'offre du Suisse Trafigura avec qui Vale est entré en négociations exclusives. Une annonce qui écarte définitivement le projet de reprise Sofinor-Korea Zinc, porté par les indépendantistes, qui ont manifesté leur opposition, vendredi.

Le groupe politique se félicite que « cette offre permette aux intérêts calédoniens d'être représentés à hauteur de 50 % tout en garantissant la pérennité de l'outil grâce à la présence d'un gros groupe financier ». Quant aux blocages de la route au Mont-Dore et du complexe industriel, survenus vendredi, Les Loyalistes s'interrogent sur « le soutien apporté par le FLNKS à ces actions illégales alors même que les fils du dialogue ont été renoués il y a quelques jours ». Et de rajouter : « Comment réagiraient les responsables indépendantistes si les loyalistes participaient à des actions visant à bloquer l'accès à l'usine du Nord et exigeaient que Promosud prenne 51 % de l'usine du Nord ? » Par ailleurs, dans ce communiqué, Les Loyalistes assurent à deux reprises que le PDG de Vale NC, Antonin Beurrier, aurait été menacé de mort. Mais sans en dévoiler davantage sur l'origine de ces menaces. Celles-ci ne seraient pas directement liées au collectif « Usine du Sud = usine pays ».

Réunion avec Sébastien Lecornu le 26 novembre

Contacté par téléphone samedi soir, le groupe ajoute que « ce dossier est entre les mains de la police » et qu'une plainte aurait été déposée. Pour l'heure, aucune précision supplémentaire ne peut être apportée autour de cet élément.

Les Loyalistes lancent donc « un appel au calme, à la responsabilité, à l'examen attentif de l'offre sélectionnée, et à un travail en commun pour sauver les emplois ». Avant de conclure par une annonce jusqu'à présent restée confidentielle : « le ministre des Outre-mer a d'ores et déjà fixé une réunion dans la continuité de celle qui a eu lieu sur l'îlot Leprédour, le 26 novembre prochain, pour aborder le sujet du nickel. Dans ce contexte, il n'y a pas de place pour un nouveau préalable minier ».

Usine du Sud : l'unité des chefferies pour le projet

Sofinor-Korea Zinc



©Nadine Goapana

Une assemblée générale des huit districts coutumiers de l'aire Drubea-Kapumé s'est tenue ce mardi à Yaté. Une séance publique durant laquelle, l'ICAN, l'instance créée en mars, sensibilise les chefferies à l'urgence d'une mobilisation forte et unie pour soutenir l'usine

pays du projet Korea Zinc.

Nadine Goapana (CM) . Publié le 10 novembre 2020 à 19h13, mis à jour le 11 novembre 2020 à 09h04

Le temps est compté pour l'ICAN, l'instance coutumière autochtone de négociation. D'ici le 4 décembre, date de fin de la négociation exclusive entre Vale NC et le consortium incluant le négociant suisse Trafigura, se profile une vingtaine de jours.

Cette période sera mise à profit par l'ICAN pour unir les huit chefferies de l'aire Drubea-Kapumé, autour de l'usine pays défendu par Korea Zinc et la Sofinor.

Une délibération commune

Une unité matérialisée par la rédaction d'une délibération commune.

« *Cette délibération, ça renvoie au principe de consentement préalable et éclairé des autorités coutumières et donc des populations autochtones du Grand Sud, qui ont signé un pacte de développement durable, donc qui sont partenaires à l'intérieur de l'usine du Sud* » explique Raphaël Mapou, responsable de l'ICAN. « *Donc, c'est cette démarche là qui est confirmée. Toutes les chefferies adhèrent au projet « Usine du Sud, Usine pays » parce que c'est la bonne démarche pour construire le pays pour les générations qui viennent. Tous nos comités sont mobilisés pour montrer notre détermination, bien sûr en respectant les populations, bien sûr en*

respectant l'ordre public, mais nos populations vont être mobilisées dans les jours prochains. Nous nous sommes donné jusqu'à la fin du mois pour faire reculer l'offre Trafigura-Beurrier qui pour nous, n'est pas du tout bonne pour le pays ».



Raphaël Mapou • ©NCla1ère

Pousser à la réouverture des discussions

Pour l'ICAN, l'unité des chefferies est primordiale pour être une force de négociation et rouvrir ainsi les discussions entre Vale NC et Korea Zinc – Sofinor.

La déclaration commune, une fois signée par les huit districts coutumiers, sera soumise au sénat coutumier et au Congrès afin que ces institutions portent la voix des clans dans ce dossier nickel.

Les Nouvelles Calédoniennes
November 12 2020

Blocages à l'usine du Sud

| Crée le 12.11.2020 à 09h58 | Mis à jour le 12.11.2020 à 15h45



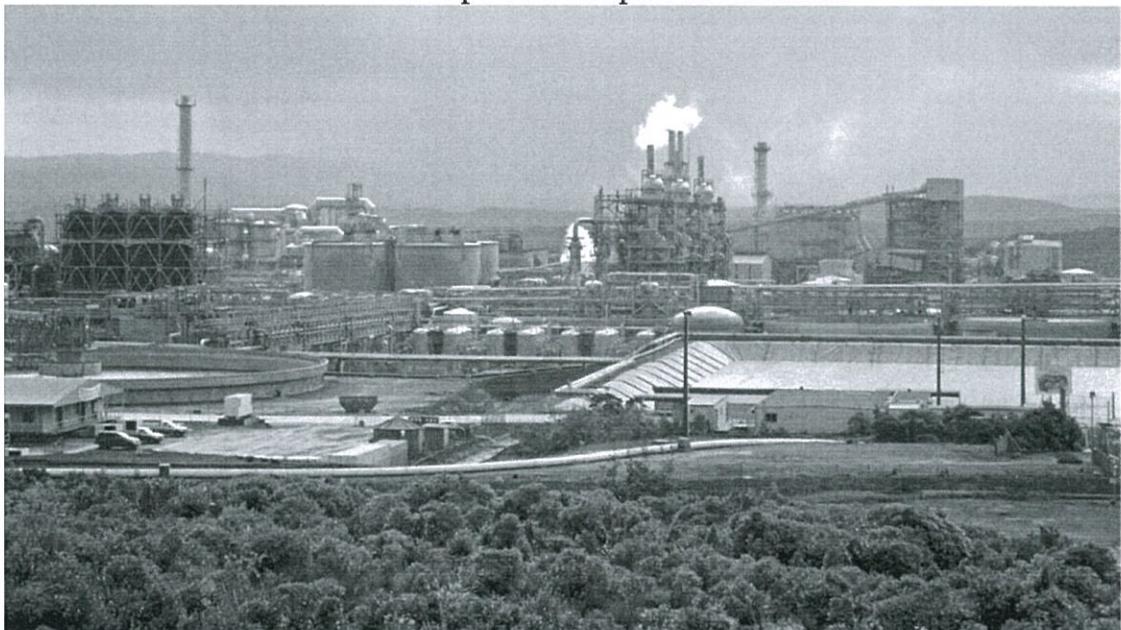
Photo archives LNC

Des manifestants bloquent depuis ce jeudi matin, les accès au complexe industriel de Vale et à la mine.

La mobilisation est également en place devant l'immeuble Malawi, le siège de Vale NC, à Nouméa. Le bateau transportant les salariés a quant à lui pu partir ce matin des quais Ferry, après intervention des forces de l'ordre. L'usine du Sud continue donc de fonctionner. Plus d'informations à venir.

Nickel : tensions en Nouvelle-Calédonie pour la reprise de l'usine de Vale

Les opposants à l'offre d'un consortium comprenant Trafigura ont bloqué les accès à l'usine et perturbé le port de Nouméa.



L'usine de nickel du groupe brésilien Vale en Nouvelle-Calédonie. (Marc Le Chelard/AFP)

Par **Étienne Goetz**

Publié le 13 nov. 2020 à 12:00

Blocages et dégradations. La tension est montée d'un cran ce vendredi en Nouvelle-Calédonie, où la reprise de l'usine de nickel de Vale par un consortium, comprenant notamment le négociant suisse Trafigura, ne passe pas.

« *Nous ne voulons pas de Trafigura ici. On ne cédera pas et notre mobilisation va monter en puissance au cours des prochaines semaines* », a expliqué à la presse Raphaël Mapou, porte-parole du collectif « Usine du sud : usine pays ».

Des membres de ce collectif ont bloqué les accès à la mine de nickel ainsi qu'à l'usine et à la base vie du site industriel de Vale dans le sud de la Nouvelle Calédonie, a constaté l'AFP, sur place. Le départ du ferry transportant les salariés depuis Nouméa a lui aussi été perturbé après des dégradations.

Intervention des forces de l'ordre

Par la voix d'un communiqué adressé aux salariés, le groupe a fait savoir qu'il ne « *se laisserait pas dicter sa conduite par ceux qui utilisent l'intimidation et la violence* ». La province Sud a également dénoncé ces dégradations et a « *remercié l'Etat pour son action proportionnée et adaptée* ». Une soixantaine de gendarmes et de policiers ont permis l'embarquement des salariés vers leur lieu de travail depuis Nouméa.

Le collectif entend poursuivre ses actions de terrain la semaine prochaine. Au programme : un blocage des ports, des ronds points et de l'usine, ainsi qu'*« une journée morte le 20 novembre* ».

Du nickel pour batteries

Le site de Vale qui emploie directement et indirectement environ 3.000 personnes sur le caillou est menacé de fermeture d'ici la fin de l'année, le géant brésilien cherchant à le vendre. Après l'échec des discussions avec une petite société minière australienne, Vale est entrée en négociation avec un consortium pour céder son usine de production de nickel à destination des batteries de voitures électriques.

Ce consortium est composé à 50 % d'intérêts calédoniens (collectivité provinciale, salariés et société civile calédonienne), et à 25 % de la société Trafigura. Les 25 % restant appartiennent une société d'investissement multipartite, pouvant à terme faire entrer au capital des constructeurs automobiles ou fabricants de batteries. Cette proposition est soutenue par l'Etat qui a octroyé un prêt de 200 millions d'euros.

Cristallisation autour de Trafigura

Le collectif « *usine du sud : usine pays* », soutenu par les indépendantistes du FLNKS, les chefferies kanakes et plusieurs syndicats et associations, s'oppose à cette offre et défend la proposition associant Korea Zinc et la Sofinor, société financière de la province nord de Nouvelle-Calédonie.

« *La ressource doit rester la propriété du pays* », affirment les partisans de cette offre. C'est la présence de Trafigura qui cristallise l'opposition. Comme ses pairs, le géant suisse du négoce de matières premières a été éclaboussé par de nombreux scandales. Par ailleurs, la reprise de la raffinerie de zinc Nyrstar par Trafigura s'est soldée par un effondrement de la valeur de la société belge sur fond de poursuites judiciaires.

Vale : Le bateau a pu quitter Nouméa, le port autonome toujours bloqué

| Crée le 13.11.2020 à 07h35 | Mis à jour le 13.11.2020 à 09h11



Source : Facebook CAP sur 2022

Des grilles avaient été installées au quai Ferry, devant la salle de sport Fitness Park, afin d'empêcher tout accès à la passerelle d'embarquement.

Après les différentes opérations de blocage menées hier, à l'entrée du complexe industriel de Goro ainsi que devant le siège de Vale NC, à Nouméa, les membres du collectif « Usine du Sud = Usine pays » ont tenté bloqué, ce matin, l'accès au bateau de transport de personnels pour l'usine du Sud.



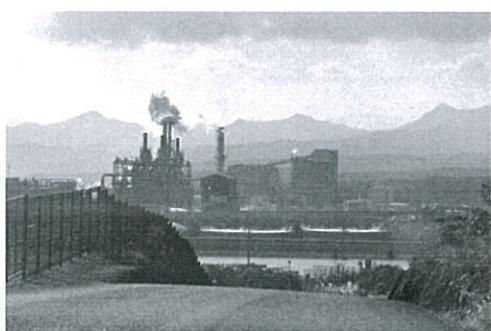
Des grilles ont été installées au quai Ferry, devant la salle de sport Fitness Park, afin d'empêcher tout accès à la passerelle d'embarquement. Après une intervention de la police, l'accès a été libéré et le bateau a pu partir pour Vale. Les membres du collectif « Usine du Sud = Usine pays » se sont ensuite rendus au port autonome, qui est

bloqué depuis hier. Selon nos informations, seules les denrées de première nécessité sortent de l'enceinte du port.

Le collectif réclame toujours la prise en compte de l'offre Sodifor/Korea Zinc pour le projet de rachat de l'usine du Sud.

Plus d'informations à venir.

Extrême tension autour du dossier usine du Sud, Vale NC annonce une table ronde



L'usine du Sud début 2020.. ©Françoise Tromeur / NC la 1ere

Nouvelle mobilisation multiforme du collectif usine du Sud = usine pays, qui milite pour la prise en compte de l'offre Sofinor - Korea Zinc. Blocage des accès, mais aussi actions envers la navette maritime qui ont fait nettement monter la tension. Vale Nouvelle-Calédonie annonce une table ronde.

Rédactions de NC la 1ere et Françoise tromeur . Publié le 13 novembre 2020 à 16h08, mis à jour le 13 novembre 2020 à 18h26

Le **collectif Usine du Sud = usine pays** n'a pas l'intention de plier, dans sa mobilisation sur le dossier Vale NC. **Policiers et gendarmes** ont dû intervenir au quai Ferry de Nouméa, ce vendredi matin, pour permettre l'embarquement d'employés de Vale. Les membres du collectif avaient déboulonné les rampes d'accès au bateau, avant de les jeter à l'eau, et ils ont empêché l'amarrage en enlevant les aussières.

Coups sur la coque

Le ferry a finalement pris la direction du port de Prony, avec beaucoup de retard. Mais dans une ambiance extrêmement **tendue**. A l'arrivée, un homme s'est même approché en Zodiac de la **coque** du navire, à laquelle il a donné des **coups** de hache sous les yeux des passagers. Une vidéo filmée par l'un d'eux, et diffusée par une autre personne, montre la scène. Un témoin raconte que l'homme a été repoussé par la gendarmerie et des jets d'eau. Une enquête a été ouverte.

Calédonie-nickel: l'usine de Vale cible de blocages et de dégradations

Par Le Figaro avec AFP, Publié le 13 novembre 2020 à 08:37

Le groupe Vale a été la cible de blocages et de dégradations vendredi en Nouvelle-Calédonie, perpétrés par un collectif opposé au projet de vente de l'usine de nickel du géant brésilien à un consortium où figure le négociant suisse, Trafigura, a constaté l'AFP.

«*Nous ne voulons pas de Trafigura ici. On ne cédera pas et notre mobilisation va monter en puissance au cours des prochaines semaines*», a déclaré à la presse Raphaël Mapou, porte-parole du collectif «*Usine du sud: usine pays*».

Vendredi, des membres de ce collectif ont bloqué les accès à la mine de nickel, à l'usine et à la base-vie du site industriel de Vale dans le sud de l'archipel, tandis que le départ du ferry transportant les salariés depuis Nouméa a été perturbé après des dégradations.

«*Une passerelle a été déboulonnée et jetée à l'eau, les aussières ont été coupées et des annexes du bateau ont été détruites*», a indiqué à l'AFP la directrice de la communication de Vale-NC, précisant qu'une soixantaine de gendarmes et policiers avaient finalement permis l'embarquement. Le port de Nouméa est également bloqué, suscitant des condamnations du patronat compte tenu du contexte économique «*déjà critique*».

Dans un communiqué aux salariés, Mark Travers, directeur des Métaux de Base de Vale a assuré que le groupe ne «*se laisserait pas dicter sa conduite par ceux qui utilisent l'intimidation et la violence*». La province Sud a également dénoncé ces dégradations et a «*remercié l'État pour son action proportionnée et adaptée*».

Le collectif «*usine du sud: usine pays*», soutenu par les indépendantistes du FLNKS, les chefferies kanakes et plusieurs syndicats et associations, s'oppose à la vente par Vale de son usine à un consortium calédonien et international, dans lequel Trafigura, géant du négoce de matières premières détient 25%.

Les deux parties sont en négociations exclusives jusqu'au 4 décembre et ont reçu le soutien de l'État, impliqué par d'importants soutiens financiers. Adossé au richissime gisement de Goro, le site, qui emploie directement 1.300 personnes, produit du nickel, destiné au marché des batteries des véhicules électriques.

L'Antenne
November 13 2020

Vale : une usine de nickel cible de blocages en Nouvelle Calédonie

© Vale



En Nouvelle-Calédonie, le groupe Vale a été la cible de blocages et de dégradations, vendredi 13 novembre, perpétrés par un collectif opposé à son projet de vente de l'usine de nickel à un consortium où figure le négociant suisse, Trafigura. "Nous ne voulons pas de Trafigura ici. On ne cédera pas et notre mobilisation va monter en puissance au cours des prochaines semaines", a déclaré Raphaël Mapou, porte-parole du collectif "Usine du sud : usine pays".

Mark Travers, directeur des métaux de base du groupe brésilien a assuré que le groupe ne "se laisserait pas dicter sa conduite par ceux qui utilisent l'intimidation et la violence". La province Sud a également dénoncé ces dégradations.

Le collectif "Usine du sud : usine pays", soutenu par les indépendantistes du FLNKS, les chefferies kanaks et plusieurs syndicats et associations, défend une offre concurrente, écartée par Vale, associant Korea Zinc et la Sofinor, société financière de la province nord de Nouvelle-Calédonie. "La ressource doit rester la propriété du pays", affirment ses partisans. Ils veulent aussi "une expertise environnementale indépendante", émettant des inquiétudes sur "la stabilité" d'un barrage, retenant "plus de 45 millions de tonnes de résidus de métaux lourds".

Une poursuite des actions de terrain avec blocage du port, des ronds-points du Grand Nouméa et de sa banlieue et de l'usine a été annoncée pour la semaine prochaine avec "une journée morte le 20 novembre". Le collectif demande "une table ronde pilotée par l'État" tandis que le PDG de Vale-NC, Antonin Beurrier, a proposé une initiative similaire pour le 16 novembre.

AFP

Le collectif «Usine pays» accentue la pression



Conférence de presse du collectif samedi matin, à hauteur de l'usine du Sud. ©Lizzie Carboni / NC la 1ere

Le collectif Usine du Sud = usine pays poursuit sur sa lancée, soutenu par l'Instance coutumière autochtone de négociation. Même ce week-end, les blocages sont maintenus autour de l'usine du Sud et au port

autonome de Nouméa. Une mobilisation qui devrait s'amplifier la semaine prochaine.
Lizzie Carboni, avec Françoise Tromeur * Publié le 14 novembre 2020 à 13h28, mis à jour le 14 novembre 2020 à 18h50

Une **centaine** de personnes étaient mobilisées samedi, à la mi-journée, à hauteur du complexe métallurgique de Vale NC situé à cheval sur les communes du Mont-Dore et de Yaté. La poursuite d'une démarche de blocage relancée **jeudi** matin. **Trois** piquets étaient installés pour empêcher quiconque d'accéder au site industriel : à hauteur de la base-vie, de l'entrée de l'usine et de la voie qui mène à la mine.



©Lizzie Carboni / NC la 1ere

L'Etat interpellé

Il s'agit toujours de défendre la reprise de l'usine du Sud au bénéfice du projet porté par la **Sofinor et Korea Zinc**. Le collectif Usine du Sud = usine pays ainsi que les coutumiers ne lâcheront rien, a-t-il été répété ce matin lors d'une conférence de presse organisée sur place. Ils ne souhaitent désormais discuter qu'avec l'**Etat**. La piste de la **table ronde** organisée lundi après-midi n'était pas, ce samedi, retenue. Les

manifestants ne comptaient pas répondre à l'invitation lancée vendredi après-midi par Vale.



«Avis à la population» croisé samedi matin à Nouméa, le long de la voie de dégagement Ouest. ©Françoise Tromeur / NC la 1ere

Avis de blocage routier

Le collectif a redit également que la mobilisation allait se **durcir** dès lundi. «*La population ne devra pas être surprise de ce qui se passera*», a-t-il été lancé. Des banderoles ont d'ailleurs fleuri sur les axes routiers de l'agglomération pour **annoncer** la couleur. Les manifestants demandent que la **ressource** revienne au pays, que leurs convictions soient entendues. Ils ne souhaitent pas mettre l'usine du Sud en péril, assurent-il, mais précisent qu'elle n'est plus **alimentée** en minerai depuis jeudi. Et que la situation pourrait devenir très critique.

Rencontres coutumières dans le Nord

Dimanche après-midi, des représentants de l'Ican (l'Instance coutumière autochtone de négociation) et du collectif ont par ailleurs prévu de rencontrer des coutumiers des aires **Paicî-Cèmuhi, Hoot ma whaap, et Xârâcùù**. Afin d'aller chercher un soutien «*jusque dans le Nord*».



L'entrée du port autonome bloquée, samedi matin. ©Françoise Tromeur / NC la 1ere

Port autonome bloqué

Ajoutons qu'à Nouméa aussi, la pression est maintenue. **Banderoles et militants** sont toujours en place à l'entrée du port autonome - même s'il n'y avait pas d'activité prévue ce week-end. Depuis jeudi, les navires sont déchargés de leur cargaison, explique un membre du collectif, mais seuls quelques conteneurs ont pu sortir.

Vale : pas de table ronde pour le Collectif

Lucile Courtot | Crée le 16.11.2020 à 04h25 | Mis à jour le 16.11.2020 à 10h33



Les membres du Collectif ont organisé une conférence de presse devant le site de Vale NC à Yaté. Photo Thierry Perron

NICKEL. Le Collectif usine du Sud = usine pays et l'Ican poursuivent leur mobilisation entamée jeudi. Ce week-end, les blocages ont été maintenus et devraient même s'intensifier au cours de cette semaine.

Camions garés de chaque côté de la route et banderoles déployées, les membres du Collectif usine du Sud = usine pays et de l'Instance coutumière autochtone de négociation (Ican) étaient encore présents tout au long du week-end aux abords du complexe métallurgique de Vale NC à Yaté. Trois piquets ont été installés aux entrées de la base vie, de l'usine et de la route qui mène à la mine pour empêcher quiconque d'y accéder.

Les approvisionnements en minerai ont été stoppés depuis jeudi et l'usine tourne au ralenti. « *Un dispositif de sécurité reste en place pour la tenue de l'usine sans production. Nous n'allons jamais mettre en péril l'outil de travail. Il est important que les employés comprennent cela* », assure Prosper Digoué pour le Collectif qui précise cependant que plus le temps passe, plus la situation risque de devenir « *critique* » pour le site. Lors d'une conférence de presse organisée samedi matin sur place, les deux entités ont réaffirmé leur soutien au projet porté par la Sofinor et Korea Zinc pour la reprise de l'usine du Sud qui, d'après elles, « *représente le modèle qui convient le mieux au pays* ». « *Les ressources sont sous nos terres. Tout ce qui se passe ici doit profiter à l'ensemble du pays* », insistent les coutumiers impliqués dans la mobilisation.

Le message est clair : « *On ne lâchera rien. On est déterminés car on est chez nous. Les blocages seront levés quand les vieux nous donneront le feu vert pour le faire* ».

Les coutumiers et le Collectif ne souhaitent désormais discuter qu'avec l'État. « *Selon nous, Antonin Beurrier (PDG de Vale NC), n'est plus qualifié pour discuter dans cette affaire. Les discussions doivent se faire avec l'État* », martèle Michel Agouerere du collectif Yaté.

Dans cette logique, l'invitation lancée vendredi après-midi par Vale pour participer aujourd'hui lundi à une table ronde a été déclinée. « *Il y a eu une période à laquelle cette table ronde pouvait s'organiser. Aujourd'hui si elle se fait, c'est avec l'État. Alors pour nous, elle n'est plus d'actualité* », indiquent-ils.

Le mouvement devrait se durcir dès aujourd'hui

Hier après-midi, les représentants de l'Ican et du Collectif usine du Sud = usine pays se sont rendus dans le Nord pour rencontrer les coutumiers des aires Xârâcùù, Paicî-Cèmuhi et Hoot ma whaap afin de « *leur apporter l'information* » et d'obtenir leur soutien pour la mobilisation qui devrait « *se durcir* » dès aujourd'hui.

Déjà, tout au long du week-end, en plus des piquets aux entrées de l'usine, d'autres mouvements étaient en place afin de maintenir la pression.

Au Port autonome à Nouméa, par exemple d'où, depuis jeudi, seuls quelques containers transportant des biens de première nécessité ont pu sortir.

Dans l'agglomération, des banderoles ont été installées ça et là pour annoncer des blocages d'axes routiers pour la semaine à venir.

« *La population ne devra pas être surprise de ce qui va se passer dans la semaine qui arrive, met en garde Prosper Digoué. Nous lançons un appel à tous les Calédoniens, de toutes ethnies confondues, à nous rejoindre. C'est une bataille qui concerne tout le monde.* »

Le collectif Usine du Sud = usine pays durcit le ton

Julien Mazzoni - julien.mazzoni@lnc.nc | Crée le 14.11.2020 à 04h25 | Mis à jour le 16.11.2020 à 15h52



L'Ican et le collectif usine du Sud = usine pays ont réaffirmé leur détermination lors d'une conférence de presse au Sénat coutumier. Photo Thierry Perron

Nickel. Après l'échec d'une table ronde qui devait se tenir aujourd'hui, l'Ican et le collectif usine pays ont décidé d'amplifier la mobilisation. Ils appellent l'État à « prendre ses responsabilités ».

Le Collectif usine du Sud = usine pays prévient : « L'heure est grave, nous avons mis en œuvre la grande mobilisation », a introduit hier Raphaël Mapou, au Sénat coutumier, lors d'un point presse concernant la reprise de l'usine de Vale. « Voilà des mois que l'Ican et le collectif exigent que les conditions de reprise de l'usine permettent de choisir un vrai industriel spécialiste en hydrométallurgie, en matière environnementale et avec une assise financière solide. Voilà des mois que ni l'État, ni la province Sud, ni Vale n'ont daigné accorder la moindre attention à nos revendications. »

La colère du collectif, qui réunit, notamment, les coutumiers, le FLNKS, l'USTKE et des associations, a pris corps hier matin à la gare maritime, où des militants ont tenté d'empêcher la navette Vale Grand Sud de transporter les travailleurs vers le site de Prony. Après un face-à-face viril mais sans violence avec les forces de l'ordre, le navire a finalement pu acheminer les travailleurs sur le site industriel « où un comité d'accueil attendait le bateau », affirme la cellule communication de Vale, qui indique qu'un manifestant aurait tenté de dégrader le navire en l'abordant sur une embarcation. Les militants se sont ensuite rendus de la gare maritime au Port autonome, où ils poursuivaient un blocage partiel, ne « laissant sortir que les denrées de première nécessité », selon l'un des responsables.

« Manque de partialité de l'État »

Les raisons de cette montée de tension, selon le collectif : « Le mépris dont a fait preuve lors de sa venue le ministre des Outre-mer, interpellé, ainsi que la présidente de la province Sud, pour l'organisation d'une table ronde sur le dossier de reprise. Le ministre a préféré rencontrer l'association des Français non-inscrits sur les listes électorales », ironise le mouvement, qui pointe du doigt également le soutien accordé par la présidente de la province Sud et l'État au projet porté par Antonin Beurrier, le PDG de Vale, avec le groupe suisse Trafigura. Le collectif y voit « un manque de partialité de l'État ».

Pas du tout convaincus par le montage de Prony Resources, tant au niveau environnemental qu'économique, les membres du collectif demandent la publication de l'avis des experts de Bercy sur l'offre Trafigura/Beurrier et la position de l'État vis-à-vis de Trafigura, mais également la mise en place d'une expertise indépendante sur l'état et la stabilité du barrage KO2. Enfin, ils exigent les soutiens de l'État et de la Nouvelle-Calédonie pour que Vale Toronto « accorde immédiatement la due diligence [sorte d'audit pour examiner les risques d'acquisition, NDLR] et l'ouverture de négociations avec l'offre de Sofinor-Korea Zinc appelée à devenir le projet pays à l'issue des négociations ». « Pour le FLNKS, la ressource minière du pays doit rester la propriété du pays », rappelle Dany Dalmayrac, qui impute à Sonia Backès l'échec de la table ronde qui devait se tenir hier à la Maison bleue sur l'avenir de Vale (lire par ailleurs).

Raphaël Mapou conclut en réaffirmant la « détermination de la mobilisation » et pose comme date butoir le 4 décembre pour que l'État, « replacé face à ses responsabilités fasse bouger les lignes. On ne veut pas céder sur cet enjeu majeur. » Le responsable de Rhéebù Nùù promet même une montée en puissance dès la semaine prochaine « à Nouméa, au Port autonome, sur les ronds-points, dans le Grand Nouméa et le Sud », qui devrait trouver son point culminant le 20 novembre, annoncé comme « une journée pays mort telle que jamais il n'en a été organisée jusqu'ici ».

En attendant, l'usine est en grande partie bloquée et la production tourne au ralenti.

En Nouvelle-Calédonie, mobilisation contre la reprise de l'usine de production de nickel

Depuis lundi, un collectif bloque des axes routiers, le port de Nouméa ainsi que l'accès à l'usine et à la mine pour protester contre l'offre de reprise présentée par le groupe suisse Trafigura.

Par Patrick Roger Publié aujourd'hui à 13h00, mis à jour à 13h27

Le conflit se durcit autour de la reprise de l'usine de production de nickel située dans le sud de la Nouvelle-Calédonie, dont l'actuel propriétaire, le groupe brésilien Vale, veut se séparer. Depuis lundi 16 novembre, le collectif « Usine du Sud = usine pays », soutenu notamment par l'Instance coutumière autochtone de négociation (ICAN), le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), le Parti travailliste et l'Union syndicale des travailleurs kanak et des exploités, a érigé des barrages sur les principaux axes routiers du Grand Nouméa, provoquant d'importantes difficultés de circulation. Certains ont été levés par la gendarmerie. Le port autonome de Nouméa est lui aussi bloqué : seuls quelques containers transportant des biens de première nécessité sont autorisés à en sortir.

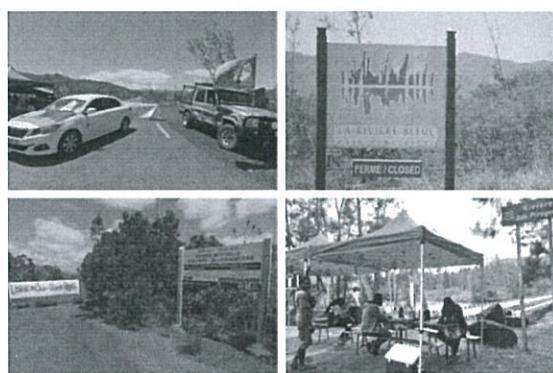
L'accès à l'usine et à la mine est interdit par des piquets qui empêchent l'approvisionnement en minerai depuis jeudi. La production est quasi à l'arrêt. Lors d'une conférence de presse tenue dimanche devant le site de Vale NC, le collectif a annoncé une intensification de la mobilisation dans les prochains jours. « On ne lâchera rien, indiquent ses porte-parole. On est déterminés car on est chez nous. Les blocages seront levés quand les vieux nous donneront le feu vert pour le faire. »

Etat « ni actionnaire ni acheteur »

Le collectif et l'ICAN réclament l'ouverture de négociations autour d'une proposition « pays », celle portée par la Sofinor, détenue à 85 % par la province Nord à majorité indépendantiste, et la société coréenne Korea Zinc. Ils s'opposent à l'offre de reprise présentée par le groupe suisse Trafigura, spécialisé dans le négoce de matières premières, qui associerait intérêts calédoniens et financements privés dans une entité baptisée « Prony Resources », du nom du gisement de nickel du Sud calédonien. Jeudi 5 novembre, le PDG de l'entreprise, Antonin Beurrier, avait annoncé l'entrée en négociation exclusive avec Trafigura. Le collectif, qui refuse toute discussion avec les dirigeants de Vale NC, entend négocier avec l'Etat et lui seul.

Dans un courrier adressé lundi 16 novembre au président du conseil coutumier Djubéa-Kaponé, John Tindao, et au porte-parole du collectif, Raphaël Mapou, dont Le Monde a pris connaissance, le ministère des outre-mer rappelle que « l'Etat n'est ni actionnaire ni acheteur de Vale NC ». suite réservée aux abonnés

Dossier usine du Sud : blocage des parcs provinciaux et de l'accès par Plum



©NC la 1ere

Ce week-end, la mobilisation du collectif «usine pays» et de l'Ican s'est déplacée sur le terrain du tourisme. Au Mont-Dore et à Yaté, l'accès à plusieurs parcs et espaces naturels provinciaux a été bloqué, tandis que la desserte routière du Sud était coupée

à la rivière des Pirogues.

Rédactions de NC la 1ere et Françoise Tromeur . Publié le 28 novembre 2020 à 10h35, mis à jour le 30 novembre 2020 à 12h34
[MISE A JOUR DE DIMANCHE SOIR]

Week-end dans le Grand Sud perturbé, et pas par la météo. Samedi comme dimanche, au Mont-Dore et à Yaté, le collectif «Usine du Sud = usine pays» et l'Ican ont empêché l'accès à plusieurs parcs et espaces naturels gérés par la province :

- le parc de la rivière Bleue ;
- les Bois du Sud ;
- les chutes de la Madeleine ;
- et la Netcha.

Coup dur pour les prestataires

Un coup pour la province. Sans doute une déception pour le public. Mais surtout un manque à gagner pour de nombreux prestataires touristiques, en ce début de saison chaude.

Conséquences

Au **camping** géré par Nadine et sa nièce, aucune tente sur les emplacements dédiés. Les jeunes femmes ont été contraintes de fermer le site, et de rappeler les clients pour annuler les nombreuses réservations. L'annulation d'activités telles que le **kayak** au clair de lune sur le lac de Yaté entraîne une perte financière estimée à 300 000 francs.



©NC la 1ere

Le Sud moins fréquenté

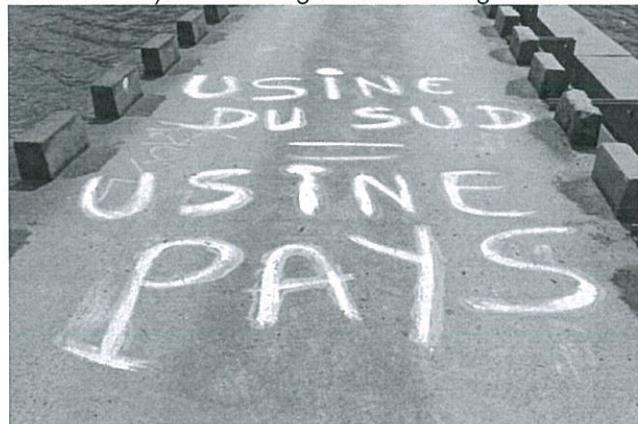
Des prestataires touristiques du Grand Sud constatent que les Calédoniens **désertent** la région depuis bientôt deux semaines. Alan Waterneaux, dirigeant de la société Loisirs Concept, organise des séjours au parc de la rivière Bleue.

«La province Sud condamne»

Samedi comme dimanche, un communiqué émanant de la province Sud a ponctué ce bras de fer. La collectivité «condamne ces méthodes consistant à prendre en otage les Calédoniens et les prestataires touristiques pour qui l'activité des week-ends est la principale source de revenus».

Rivière des Pirogues bloquée

En parallèle, des manifestants ont continué à se poster, chaque jour, à l'entrée du pont qui permet de franchir la rivière des Pirogues, au Mont-Dore. Fermant l'un des deux accès au Sud, notamment au complexe industriel de Vale (affecté, on le rappelle, par plusieurs piquets de mobilisation). Les blocages touchent également l'activité minière du groupe MKM.



Sur le pont de la rivière des Pirogues, le 28 novembre. • ©Françoise Tromeur / NC la 1ere

«On sera les premiers impactés»

Quant à la motivation des manifestants, elle reste identique, expliquait l'un d'eux samedi, à la rivière des Pirogues. «On est

des gens de Saint-Louis et de l'île Ouen», précisait Dimitri Tein-Qenegei. «L'usine fait partie de la commune du Mont-Dore. Et niveau environnement, on sera les premiers impactés. On demande la venue d'experts indépendants, pour vérifier l'état des [installations]. Demain, on a besoin que nos enfants, ils continuent à pouvoir manger du poisson.»

<https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/province-sud/dossier-vale-nouvelle-caledonie-plusieurs-points-de-blocage-dans-le-grand-sud-897476.html>